

Mentions légales

Statut de l'information

Portée

Seuls engagent le Conseil constitutionnel les textes issus de ses délibérations.

S'agissant des textes normatifs reproduits sur le site, seule la version publiée au Journal officiel de la République française fait foi.

Les autres documents sont présentés à titre informatif, qu'ils émanent de personnalités extérieures au Conseil, d'anciens ou de présents membres du Conseil, du Secrétaire général ou des services du Conseil. Ils ne sauraient en aucun cas engager le Conseil constitutionnel.

Reproduction

Les textes figurant sur ce site sont librement reproductibles, à l'exception de ceux signés par des personnalités extérieures au Conseil, aux conditions suivantes :

- citation explicite du site <http://www.conseil-constitutionnel.fr> comme source des données reproduites et mentions permettant de déterminer la nature et l'origine des documents reproduits (date, intitulé, auteur, ...);
- respect de l'intégrité des données, qui suppose que la teneur et la portée des textes et décisions reproduits ne soient pas altérées, notamment par des retraitements (modifications des contenus, insertion de commentaires sans que ceux-ci puissent être clairement distingués du texte authentique, coupes altérant le sens du document) de nature à induire le lecteur en erreur.

A l'exception des textes issus d'une délibération du Conseil, la reproduction de l'information disponible sur le site ne doit pas être présentée comme engageant le Conseil et ne peut suggérer, de quelque manière que ce soit, que le Conseil constitutionnel en garantit l'exactitude ou la fiabilité.

Les photographies, icônes et autres éléments graphiques sont soumis à la législation sur la propriété intellectuelle. Le crédit photographique est indiqué sur les documents concernés. En leur absence, contactez les services du Conseil constitutionnel.

Liens

L'établissement de liens hypertextes est autorisé, à condition de mentionner leur source et sous réserve des droits attachés aux images et illustrations proposées. Ces pages ne doivent cependant pas être utilisées à des fins commerciales ou publicitaires. En cas de doute, vous pouvez consulter les services du Conseil.

Malgré tout le soin apporté à la réalisation de ce site, les services du Conseil ne garantissent pas la stabilité des liens permettant d'activer les documents présents. Dans la mesure du possible, les utilisateurs seront informés de changements importants par un message envoyé à la liste de diffusion du Conseil constitutionnel.

Informations légales

Éditeur :

Conseil constitutionnel, 2 rue de Montpensier, 75001 Paris

Responsable éditorial du site internet :

Le Secrétaire général

Responsable éditorial de la revue du Conseil constitutionnel, Titre VII :

Hébergement :

Société Aqua Ray SAS, 14 rue Jules Vanzuppe 94200 IVRY-SUR-SEINE - FRANCE, Tél : 01 84 04 04 05

Conception :

- DATAGIE, 35 rue Chanzy, 75011 Paris, Tél : 09 52 67 59 27
- OWS, 23 rue du Dessous des Berges 75013 Paris , Tél : 01 42 46 26 82

La conception éditoriale, le suivi, la maintenance technique et les mises à jour du site sont assurés par les services du Conseil constitutionnel.

Précisions sur les informations à portée juridique

Il est rappelé qu'en application du décret n° 2002-1064 du 7 août 2002 relatif au service public de la diffusion du droit par l'internet, la jurisprudence, constituée :

- des décisions et arrêts du Conseil constitutionnel, du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et du tribunal des conflits ;
- de ceux des arrêts et jugements rendus par la Cour des comptes et les autres juridictions administratives, judiciaires et financières qui ont été sélectionnés selon les modalités propres à chaque juridiction ;
- des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et les décisions de la Commission européenne des droits de l'homme ;
- des décisions de la Cour de justice des Communautés européennes et du tribunal de première instance des Communautés européennes ;

est mise gratuitement à la disposition du public sur l'internet, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>) depuis le 16 septembre 2002.

Charte de modération des réseaux sociaux

Espace ouvert à tous, ayant pour objectif de faire mieux connaître le Conseil constitutionnel et son fonctionnement, vous êtes les bienvenus sur les profils [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#) du Conseil pour partager et réagir à nos contenus.

Afin que ces espaces demeurent des lieux d'échange respectueux et constructif il est important de garder à l'esprit et respecter les quelques règles suivantes :

- De manière générale comportez-vous de manière respectueuse à l'égard des autres utilisateurs.
- Réagissez en lien avec la publication et, si vous répondez à un commentaire, mentionnez le nom du contributeur auquel vous répondez.
- Postez vos contributions une seule fois, en n'utilisant pas de majuscules et en langue française.

De plus, en aucun cas il ne sera toléré :

- D'annonce à caractère commercial.
- De propos attentatoire à la vie privée contenant des informations personnelles.
- De contribution illégale et notamment, mais non exclusivement :
- De propos obscènes ou pornographiques.
- D'insultes et de propos injurieux.
- De message enfreignant le droit d'auteur.
- De message faisant l'apologie de la violence, du terrorisme, du négationnisme ou du révisionnisme.
- D'attaque ou insinuation à caractère discriminatoire basée sur l'origine, le sexe, la situation de famille, la grossesse, l'apparence physique, la particulière vulnérabilité résultant d'une situation économique, apparente ou connue de l'auteur, le patronyme, le lieu de résidence, l'état de santé, la perte d'autonomie, le handicap, les caractéristiques génétiques, les mœurs, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge, les opinions politiques, les activités syndicales, la capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

Politique de confidentialité et gestion des cookies

Données personnelles :

Les formulaires et les adresses de messagerie accessibles depuis le site sont conformes à l'avis rendu par la CNIL le 15 janvier 1997, et à l'arrêté du président du Conseil constitutionnel du 20 mars 1997.

Gestion des cookies :

Un cookie est une information déposée sur le disque dur d'un internaute par le serveur du site qu'il visite. Il contient plusieurs données : le nom du serveur qui l'a déposé, un identifiant sous forme de numéro unique, éventuellement une date d'expiration. Ces informations sont parfois stockées sur l'ordinateur dans un simple fichier texte auquel un serveur accède pour lire et enregistrer des informations.

Nous installons des cookies pour mesurer l'audience de notre site internet. Ainsi nous pouvons améliorer les contenus mis à la disposition du public. La récolte de ces traceurs ne se fait que si l'utilisateur donne son consentement. S'il le refuse, sa navigation dans le site n'est pas comptabilisée. Ce consentement est valable 13 mois maximum.

Les données générées par ces cookies d'analyse de navigation concernent l'utilisation du site : sites visités, fréquence, nombre et répétition des visites, durée de navigation, recherches effectuées, navigateur utilisé, opérateur qui fournit le service, emplacement lié à l'adresse IP.

[Gérer vos cookies](#)